



FAITS MARQUANTS DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES PEID: MARDI 2 SEPTEMBRE 2014

La troisième Conférence internationale sur les PEID a poursuivi ses discussions plénières, les États membres, les organisations intergouvernementales et les Grands groupes formulant leurs déclarations et annonçant des engagements et des partenariats. Deux dialogues multipartites de partenaires ont eu lieu sur: les changements climatiques et la gestion des risques de catastrophes (GRC), et le développement social dans les PEID, la santé et les maladies non transmissibles (MNT), les jeunes, et les femmes. La diffusion web des Nations Unies des déclarations peut être consultée à l'adresse <http://webtv.un.org>.

DISCUSSIONS PLÉNIÈRES

Le Vice-Premier Ministre de Samoa, Fonotae Nuafesili Pierre Laufofo, a présenté un résumé du dialogue multipartite de partenaires de lundi sur le développement économique durable. Il a déclaré que le dialogue a souligné les défis auxquels sont confrontés les PEID, à savoir l'étranglement de leurs assises économiques, la diversification limitée de leurs produits et marchés et leur forte dépendance au commerce international. Il a indiqué que les délégués ont plaidé pour des partenariats visant à relever ces défis, notamment par: la promotion de la petite entreprise, le tourisme durable, le « jumelage d'entreprises », la promotion du commerce, l'autonomisation économique des femmes, la formation professionnelle des jeunes, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, la continuité des affaires, les énergies renouvelables, et l'agriculture biologique.

Débat général: Les déclarations des pays ont abordé: la restructuration de la dette, l'amélioration de la résilience des PEID, la gestion des déchets, les changements climatiques, l'élévation du niveau de la mer, et la récupération suite aux événements météorologiques extrêmes. Il a également été question, au cours des discussions, des pêches, du développement économique durable, de la radiation de certains pays de la liste des pays les moins avancés, de l'égalité de genre et de la création d'emplois décents. L'accès au financement et l'opérationnalisation du Fonds vert pour le climat (FVC) ont été soulignés en tant que domaines clés requérant l'attention de la communauté internationale.

Bon nombre de délégués ont instamment demandé que les partenariats soient durables, innovants et fondés sur le principe de responsabilités communes mais différenciées. Les délégués ont souligné que les partenariats doivent aller au-delà des modèles traditionnels de partenariat et inclure le monde universitaire, la société civile et le secteur privé. Le mécanisme SIDS DOCK sur l'énergie durable a été souligné comme un succès, et le Belize a noté que l'ordonnance l'établissant comme entité internationale accueillie dans son pays est ouverte à la signature depuis lundi. Les délégués ont souligné le Corridor biologique des Caraïbes comme un modèle de coopération régionale. Les intervenants ont également salué les actions récentes, y compris l'Initiative défi des Caraïbes pour la conservation et le financement durable des milieux marins et côtiers, et l'initiative « SIDS Lighthouses » de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables visant l'intensification du recours aux énergies renouvelables dans les PEID.

La Malaisie a noté sa promesse de 1 million USD dans le cadre du Programme de coopération technique malaisien pour contribuer au développement durable des PEID, qui aidera au renforcement des capacités en fonction des priorités de développement.

Singapour a mis l'accent sur le développement d'un programme de coopération technique de trois ans pour fournir une aide plus spécialisée dans certains domaines cruciaux du développement, comme identifiés par les PEID. Le Japon a déclaré qu'il fournira une aide publique au développement pour former 5 000 personnes issues des PEID dans un certain nombre de secteurs.

La Turquie a annoncé la signature de nouveaux accords de coopération avec les PEID du Pacifique et la CARICOM, et son soutien à la nouvelle Coalition des Nations d'atoll sur les changements climatiques. Le Venezuela a mentionné les provisions relatives à l'énergie du Fonds de développement PetroCaribe pour les îles des Caraïbes, qui dispose d'un portefeuille de prêts s'élevant à 206 milliards USD.

Les États-Unis ont annoncé de nouveaux partenariats public-privé sur la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, l'acidification des océans et les zones marines protégées dans son Plan d'action 2014 pour notre océan, la levée de 67 millions USD par l'entremise du Programme adaptation en Asie-Pacifique, et son soutien à l'Alliance mondiale pour une agriculture adaptée au climat, demandant instamment aux PEID de s'y joindre.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

Le Co-Président du dialogue, José Manuel García-Margallo, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de l'Espagne, a annoncé: des engagements pour mobiliser des fonds pour le Fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto, le financement de démarrage rapide et le FVC; et la mise en place du Fonds d'investissement des Caraïbes et du Pacifique.

Le Co-Président du dialogue, Takao Makino, Vice-Ministre parlementaire pour les affaires étrangères du Japon, a annoncé la provision de matériel de surveillance météo pour les PEID, et la construction d'un nouveau centre sur les changements climatiques dans le Pacifique.

Anoté Tong, Président de Kiribati, a annoncé la création de la Coalition des Nations d'atoll sur les changements climatiques, composée de pays de faible altitude qui souffrent déjà des impacts des changements climatiques.

Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement, a mis en exergue l'Alliance mondiale contre les changements climatiques de l'UE, et a exprimé son soutien à des programmes ciblés dans des pays spécifiques et pour des populations vulnérables, et à l'intégration des changements climatiques dans les secteurs tels que l'énergie et l'agriculture durable.

Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les changements climatiques, a expliqué comment le défi climatique peut être surmonté, ajoutant qu'au moins 125 chefs d'État et de gouvernement assisteront à la Conférence des Nations Unies sur le climat.

Rachel Kyte, Vice-Présidente du Groupe de la Banque mondiale et Envoyée spéciale sur les changements climatiques, a déclaré que 1 USD investi dans l'alerte précoce permet d'économiser 30 USD en secours et reconstruction, et a plaidé pour l'envoi de signaux clairs au secteur privé pour stimuler des investissements de plus en plus « propres ».

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, Kate Louw, Leila Mead, Kate Offerdahl, et Delia Paul. Edition numérique: Langston James "Kimo" Goree VI et Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le PNUE, et la Banque mondiale. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe BNT à la troisième Conférence internationale sur les PIED peut être contactée par courriel à l'adresse <delia@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

La Modératrice Margareta Wahlström, Représentante spéciale des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (RRC), a déclaré que 2015 devrait être « l'année de la cohérence des politiques » entre plusieurs conférences internationales.

Valerie Amos, Sous-Secrétaire général et Coordonnateur des secours d'urgence du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, a appelé à une meilleure intégration de la lutte contre les changements climatiques, la RRC et la préparation face aux risques de catastrophes.

De nombreux pays et organisations ont mentionné des partenariats existants ou nouveaux pour répondre aux changements climatiques et promouvoir la résilience, incluant notamment par le biais: de systèmes d'alerte précoce; de services météorologiques; d'évaluation et gestion des risques pour l'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs s'appuyant sur les ressources naturelles, à savoir l'agriculture, la pêche, la sylviculture et le tourisme; de développement de sources d'énergie renouvelables; et de renforcement des capacités des gouvernements locaux. L'UNESCO a annoncé des partenariats d'une valeur s'élevant à 5 millions USD pour la coopération Sud-Sud sur la réduction des risques et les pertes et préjudices; et sur les systèmes régionaux d'alerte précoce de tsunamis.

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique a parlé de: la migration induite par les changements climatiques, en notant que 350 000 habitants d'atolls seront déplacés d'ici 2015; la politique de « Migration dans la dignité » de Kiribati; et le développement d'une stratégie régionale sur la migration induite par les changements climatiques et les mécanismes d'adaptation. La Suisse a mentionné l'Initiative Nansen, qui traite de la migration à la suite de catastrophes naturelles et des impacts des changements climatiques.

Les Îles Marshall ont appelé à des mesures concrètes dans les Nations d'atoll de faible altitude, et ont salué l'initiative sur la résilience des petits Etats insulaires de la Banque mondiale. La France a demandé comment des partenariats pourraient être organisés de façon à renforcer la coopération et nourrir les négociations de la CdP 21 à Paris.

DIALOGUE MULTIPARTITE DE PARTENAIRES: LE DEVELOPPEMENT SOCIAL, LA SANTE ET LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES, LES JEUNES ET LES FEMMES

Le Président du dialogue Winston Dookeran, Ministre des affaires étrangères de Trinité-et-Tobago, a accueilli les délégués. Yanerit Morgan, du Mexique, a modéré la session.

Discours d'ouverture: Helen Clark, Administratrice du PNUD, a noté: les défis posés dans les PEID par les MNT dus au diabète et à l'obésité: le taux de chômage élevé chez les jeunes; la migration en raison du manque de possibilités; et les questions d'inégalité de genre liées à la faible participation des femmes à la prise de décision, à l'accès limité à un travail décent, et à la violence familiale.

Développement social: Ewen McDonald, de l'Australie, a noté que la nouvelle politique d'aide de son pays met l'accent sur: le commerce et les infrastructures; l'autonomisation des femmes; la pêche, l'eau et l'agriculture; la gouvernance; la RRC; la protection sociale et l'engagement communautaire.

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a souligné l'importance de l'inclusion pour parvenir au développement social et a souligné que l'éducation constitue l'allié le plus déterminant pour favoriser l'inclusion sociale et l'égalité des chances.

Fuimaono Falefa Lima, de l'Université nationale de Samoa, a souligné la formation destinée aux employés des secteurs public et privé, et aux femmes entrepreneures, et à la création d'emplois pour les jeunes.

Dans la discussion qui a suivi, la Grenade a mis en exergue le Réseau de marchés de nuit des agriculteurs durable de la Grenade, qui vise, entre autres, à aider les femmes à créer leurs entreprises, développer des produits et à accéder aux marchés.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a parlé des programmes dans les PEID visant à renforcer les systèmes de justice pénale et à accroître l'accès aux services de traitement de la toxicomanie, et des partenariats pour lutter contre la criminalité transnationale organisée.

L'Association des ONG des îles du Pacifique a discuté d'un partenariat avec le Centre de développement des politiques des Caraïbes, qui vise, entre autres, à améliorer la collaboration interrégionale, à établir des centres de connaissances sur les meilleures pratiques, et à suivre et à évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Voie à suivre de Samoa.

L'UNICEF a appelé à un partenariat axé sur l'enfance pour les PEID. Le PNUD a présenté le Partenariat mondial des universités sur l'environnement et le développement durable, et a déclaré qu'un cours en ligne ouvert à tous sur les PEID sera lancé au début de 2015.

Santé et MNT: Leao Talalelei Tuitama, Ministre de la santé de Samoa, a mentionné le partenariat Défi d'Apia, qui met en exergue des opportunités là où les PEID peuvent conjointement renforcer les politiques contre les MNT.

Toomas Palu, de la Banque mondiale, a souligné une feuille de route pour lutter contre les MNT dans le Pacifique et a souligné les efforts en vue de l'approvisionnement en commun pour des produits pharmaceutiques.

Colin Tukuitonga, Directeur général du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, a déploré l'absence d'impact sur le terrain, et a plaidé pour une approche multilatérale et multisectorielle, plutôt qu'une approche cloisonnée, pour lutter contre les maladies non transmissibles.

Dans la discussion qui a suivi, Palu, s'exprimant au nom du Forum des îles du Pacifique, a officiellement lancé le Partenariat du Pacifique sur les MNT pour une approche multisectorielle visant la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles (Partenariat du Pacifique sur les MNT). Les États-Unis ont appuyé le Mécanisme de coordination mondiale de l'Organisation mondiale de la santé sur les MNT. Tonga a mis en exergue le Groupe de travail interagence des Nations Unies de la région du Pacifique sur la lutte contre les MNT et leur contrôle, qui aborde, entre autres, le leadership, la gouvernance, l'action multisectorielle et la reddition de comptes. Saint-Kitts-et-Nevis a déploré la réduction du PIB due aux MNT. Le Fonds des Nations Unies pour la population a souligné une approche globale pour stimuler et investir dans le capital humain. Israël a déclaré qu'il fournirait 25 bourses d'études à des étudiants issus des PEID dans le domaine de la santé, et qu'il travaille en partenariat avec l'Australie pour fournir des médicaments contre le diabète.

L'Alliance contre les MNT a soutenu la prise en compte de la contribution de la société civile en matière d'expertise technique et pour une perspective axée sur le patient.

Jeunes et les femmes: Roberta Clarke, d'ONU Femmes, a présenté le projet « marchés pour le changement » de l'organisation, qui constitue une composante de son Programme sur l'autonomisation économique des femmes du Pacifique, visant à assurer des conditions de travail décentes pour les femmes travaillant comme vendeuse dans les marchés de la région.

Noelene Nabulivou, de Development alternatives with women for a new era (DAWN), a souligné l'ampleur de la dégradation de l'environnement et a déploré le taux élevé de violence fondée sur le sexe et le genre dans la région. Elle a souligné que des approches équitables en matière de genre et des activités dirigées par les femmes sont nécessaires au développement social.

Karuna Rana, du Centre pour la jeunesse des PEID de la région de l'AIMS, a présenté les résultats du Forum pré-conférence de la jeunesse, et a mis en exergue un partenariat des Caraïbes à venir, qui sera lancé lors de la Journée internationale des filles pour aborder la violence contre les filles.

Dans la discussion qui a suivi, Samoa a annoncé le High-Tech Youth Network, qui vise à promouvoir l'esprit d'entreprise dans le domaine de l'informatique, en déclarant que ces travaux s'appuient sur les résultats du Forum des jeunes des PEID et sur la Voie à suivre de Samoa en ce qui concerne la promotion de l'esprit d'entreprise et le soutien de la participation des femmes et des jeunes.

D'autres pays et organisations ont présenté des partenariats visant à: renforcer la participation et le leadership des femmes dans la prise de décision publique; sensibiliser les parlementaires au sujet de la Conférence internationale sur la population et le développement; améliorer la qualité de l'éducation pour les filles; et prévenir la propagation du VIH/SIDA dans les groupes à haut risque. Les réseaux qui ont été mentionnés comprennent les Partenariats du Pacifique pour renforcer l'égalité de genre, la riposte aux changements climatiques et le développement durable.

DANS LES COULOIRS

Le deuxième jour de la Conférence s'est poursuivi, les délégués se penchant sur l'avenir à court et à long terme. Avec le Sommet du Secrétaire général des Nations Unies sur le climat qui se tiendra le 23 septembre 2014, où sont attendus 125 dirigeants du monde, il n'est pas surprenant que le sommet ait été évoqué à plusieurs reprises lors du débat général et lors du dialogue de partenaires sur les changements climatiques et la GRC. Toutefois, certains délégués ont exprimé la crainte que cet événement de grande envergure et son accent sur des engagements concrets en matière de changements climatiques puissent ravir une part de la gloire de la réunion des PEID à Samoa, certains pays étant susceptibles d'attendre New York pour annoncer de nouveaux engagements ou promesses. D'autres délégués ont estimé que l'accent sur le sommet a été une bonne chose, en ce sens que la dynamique créée lors de la Conférence des PEID pourrait se maintenir jusqu'à la fin de 2014, et espérons-le, au-delà. Pendant ce temps, certaines délégations en lice pour des sièges au Conseil de sécurité des Nations Unies ont promis leur soutien en faveur des PEID, advenant leur élection. « Il semble que peu importe la direction prise ici, tous les chemins mènent à New York », a déclaré un délégué chevronné, sortant sous le chaud soleil de fin de journée.